



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Unité départementale des Vosges

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Épinal, le 29/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/10/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SUEZ RV NORD EST

17 rue de Copenhague
67300 Schiltigheim

Références : S-23-1446RP

Code AIOT : 0006202326

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/10/2023 dans l'établissement SUEZ RV NORD EST implanté La Haie Rousse Route de Doncière 88700 Ménarmont. L'inspection a été annoncée le 21/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôles 2023 de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV NORD EST
- La Haie Rousse Route de Doncière 88700 Ménarmont
- Code AIOT : 0006202326
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Suez RV Nord Est doit assurer la post-exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux située sur le territoire de la commune de MENARMONT au lieu dit "La Hair Rousse" aux conditions définies par l'arrêté préfectoral n° 2370/2014 du 23 octobre 2014, au moins pendant 30 ans à partir du 28 juin 2013. De plus, des servitudes d'utilité publique sont instituées par l'arrêté préfectoral n° 1246/2018 du 13 juin 2018.

L'exploitation est réalisée depuis 1997 et a pris fin le 31 décembre 2011 pour 829 843 tonnes de déchets acceptés sur le site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- règles des servitudes ;
- surveillance et entretien ;
- gestion des eaux superficielles et souterraines ;
- collecte, traitement et stockage des lixiviats ainsi que leurs rejets atmosphériques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Clôture	Arrêté Préfectoral du 23/10/2014, article 5	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
9	Panneau d'information	Arrêté Préfectoral du 23/10/2014, article 7	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
10	Surveillance et entretien	Arrêté Préfectoral du 23/10/2014, article 8	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
12	Drainage des eaux des terrains du site n° 3 et de l'alvéole 19	Arrêté Préfectoral du 23/10/2014, article 14	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Interdiction d'implanter toute construction	Arrêté Préfectoral du 11/06/2018, article 1.1 n° 1	Sans objet
2	Interdiction d'aménager des terrains de camping ou de stationnement de caravanes	Arrêté Préfectoral du 11/06/2018, article 1.1 n° 2	Sans objet
3	Interdiction de stationner à tout véhicule sur l'ensemble du site	Arrêté Préfectoral du 11/06/2018, article 1.1 n° 3	Sans objet
4	Obligation de permettre le passage et l'accès au site à l'exploitant	Arrêté Préfectoral du 11/06/2018, article 1.1 n° 4	Sans objet
5	Interdiction de modifier l'état du sol ou du sous-sol	Arrêté Préfectoral du 11/06/2018, article 1.1 n° 5	Sans objet
6	Organes de surveillance	Arrêté Préfectoral du 11/06/2018, article 1.1 n°6	Sans objet
8	Réseaux d'alimentation	Arrêté Préfectoral du 23/10/2014, article 6	Sans objet
11	Digues périphériques	Arrêté Préfectoral du 23/10/2014, article 13	Sans objet
13	Surveillance des lixiviats	Arrêté Préfectoral du 23/10/2014, article 24.01	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
14	Évacuation des résidus secs de l'installation de traitement des lixiviats	Arrêté Préfectoral du 23/10/2014, article 24.02	Sans objet
15	Surveillance des eaux	Arrêté Préfectoral du 23/10/2014, article 24.03	Sans objet
16	Surveillance des eaux superficielles	Arrêté Préfectoral du 23/10/2014, article 24.04	Sans objet
17	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 23/10/2014, article 24.05	Sans objet
18	Surveillance de la Co-dépollution biogaz/lixiviats	Arrêté Préfectoral du 23/10/2014, article 24.07	Sans objet
19	Contrôles extérieurs	Arrêté Préfectoral du 23/10/2014, article 24.13	Sans objet
20	Collecte et stockage des lixiviats	Arrêté Préfectoral du 23/10/2014, article 16	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des constats ont révélé des non-conformités. Ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 5, 7, 8 et 14 de l'Arrêté Préfectoral du 23 octobre 2014 susvisé.

Face à ce manquement, il est proposé de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement en mettant en demeure la société Suez RV Nord Est, de respecter les prescriptions des articles susvisés dans des délais fixés. Un projet d'arrêté de mise en demeure a été préparé en ce sens et est annexé à ce rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Interdiction d'implanter toute construction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2018, article 1.1 n° 1
Thème(s) : Risques chroniques, Règles de servitudes
Prescription contrôlée : L'interdiction d'implanter toute construction ou élément de construction, même légers, à caractère provisoire ou définitif, autres que celles nécessaires à l'installation de stockage de déchets et principalement au fonctionnement des systèmes de drainage, de collecte de lixiviats et du biogaz sur toutes les zones d'exploitation ainsi qu'aux installations liées au traitement et à la valorisation des déchets ou aux activités prévues dans le cadre du dossier d'usage futur.
Constats : L'inspection ne constate aucune construction autre que celles nécessaires à la post-exploitation de l'installation de stockage de déchets.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Interdiction d'aménager des terrains de camping ou de stationnement de caravanes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2018, article 1.1 n° 2
Thème(s) : Risques chroniques, Règles de servitudes
Prescription contrôlée : L'interdiction d'aménager des terrains de camping ou de stationnement de caravanes sur l'ensemble du site clôturé.
Constats : L'inspection n'a constaté la présence d'aucun aménagement de terrain de camping ni de stationnement de caravanes sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Interdiction de stationner à tout véhicule sur l'ensemble du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2018, article 1.1 n° 3
Thème(s) : Risques chroniques, Règles de servitudes
Prescription contrôlée : L'interdiction de stationner à tout véhicule sur l'ensemble du site à l'exception des véhicules nécessaires aux contrôles et à la maintenance post-exploitation du site.
Constats : Le jour de l'inspection, aucun véhicule n'était stationné sur le site à l'exception des véhicules nécessaires à la visite d'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Obligation de permettre le passage et l'accès au site à l'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2018, article 1.1 n° 4
Thème(s) : Risques chroniques, Règles de servitudes
Prescription contrôlée : L'obligation de permettre le passage et l'accès au site et aux points de contrôle à l'exploitant ou à ses représentants dans le cadre de la mise en œuvre des arrêtés post-exploitation.
Constats : Dans le cadre de la post-exploitation du site, l'exploitant ou ses représentants ont accès au site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Interdiction de modifier l'état du sol ou du sous-sol

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2018, article 1.1 n° 5
Thème(s) : Risques chroniques, Règles de servitudes
Prescription contrôlée : L'interdiction de modifier l'état du sol ou du sous-sol et de toute opération pouvant remettre en cause la stabilité mécanique statique et/ou dynamique des digues et/ou du massif de déchets, comme la réalisation de trous, excavations, forages, défonçages.
Constats : L'inspection n'a pas constaté de modification de l'état du sol ou du sous-sol. Aucun trou, excavation, forage, défonçage n'a été observé lors de la visite du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Organes de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2018, article 1.1 n° 6
Thème(s) : Risques chroniques, Règles de servitudes
Prescription contrôlée : L'interdiction de déplacer, de supprimer, d'enfouir ou de combler, excepté pour des raisons d'ordre technique et/ou environnemental en relation avec l'exploitation : les piézomètres de surveillance de la qualité des eaux souterraines, les fossés périphériques de collecte des eaux de ruissellement, les ouvrages de récupération des eaux pluviales, les ouvrages de collecte des lixiviats, les bassins de stockage des lixiviats, le réseau de captage du biogaz.
Constats : L'inspection n'a constaté aucune modification des organes de surveillance, c'est à dire des piézomètres, des fossés périphériques de collecte des eaux de ruissellement, des ouvrages de récupération des eaux pluviales, des ouvrages de collecte et de stockage des lixiviats et du réseau de captage de biogaz.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Clôture du centre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : Afin d'en interdire l'accès, le périmètre de l'installation de stockage de déchets est clôturé par un grillage en matériaux résistants d'une hauteur minimale de deux mètres. Un seul accès principal à partir de la voie communale de Doncières est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site. L'accès est fermé à clef en l'absence de personnel sur le site. L'accès du site est interdit aux particuliers. Un accès secondaire permet aux véhicules de service et aux engins de chantier de rejoindre le site. Il est fermé à clef en permanence.

Constats :
Le site est clôturé. Mais l'inspection a constaté à plusieurs endroits une clôture tombée, cassée laissant des ouvertures et des accès au site autre que par l'accès principal ou secondaire.
Observations :
L'exploitant doit réparer la clôture qui entoure le site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Réseaux d'alimentation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2014, article 6
Thème(s) : Risques accidentels,
Prescription contrôlée : L'installation est reliée : <ul style="list-style-type: none"> • au réseau électrique ; • au réseau téléphonique ; • au réseau de distribution d'eau potable.
Constats : L'installation est reliée aux réseaux électriques et d'eau potable. Les factures sur 2022 et 2023 d'eau et d'électricité ont été transmises à l'inspection. Concernant le réseau téléphonique, les agents qui interviennent sur le site sont équipés de téléphones portables.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Panneau d'information

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2014, article 7
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : A l'entrée principale du site est placé un panneau sur lequel sont inscrits : <ul style="list-style-type: none"> • la désignation de l'installation de stockage ; • le numéro et la date de l'arrêté préfectoral réglementant le site ; • la raison sociale et l'adresse de l'exploitant ; • les mots « accès interdit sans autorisation » et « informations disponibles à » suivis de l'adresse de l'exploitant ou de son représentant et de la mairie ; • le numéro de téléphone de la gendarmerie compétente ainsi que de la préfecture des Vosges. Le panneau doit être en matériaux résistants, les inscriptions doivent être indélébiles et nettement visibles.

Constats :
Aucun panneau n'est présent à l'entrée principale du site ou sur le site.
Observations :
Un panneau doit être installé à l'entrée principale du site avec l'ensemble des éléments d'information précisés ci-dessus.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Surveillance et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2014, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance et entretien
Prescription contrôlée :
L'entrée de toute personne sur le site se fait sous la responsabilité de l'exploitant et doit être consignée dans un registre de visite.
Constats :
L'exploitant indique qu'un registre papier existe. Mais ce registre n'est pas exhaustif car certains intervenants sur site ne sont pas consignés notamment la société " terre idéale ", sous traitant pour la coupe de l'herbe du site.
Observations :
L'exploitant doit modifier sa procédure pour inclure sur le registre toutes les personnes qui entrent sur le site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Dignes périphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2014, article 13
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée :
Les digues périphériques externes ceinturent le site et assurent le maintien des déchets en place. Elles doivent être ancrées au sol pour rester stables dans le temps, compactées et réalisées avec des matériaux à faible perméabilité. La société SITA Lorraine assure un contrôle périodique de l'état des digues et du parement externe du massif des déchets. En cas de besoin, les fissures pouvant apparaître sont rechargées avec de l'argile.
Constats :
Un suivi mensuel de l'état des digues est réalisé. Un suivi informatique des observations et des mesures correctives éventuelles est mis en place. De plus, un contrôle visuel par un technicien est réalisé une fois par semaine.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Drainage des eaux des terrains du site n° 3 et de l'alvéole 19

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2014, article 14
Thème(s) : Risques accidentels,
Prescription contrôlée : <p>Drainage des eaux de décompression des terrains (eaux hypodermiques) du site n° 3 et de l'alvéole 19 [...] Le bassin tampon est muni en sortie d'un dispositif d'obturation. [...] L'exploitant doit assurer un entretien et un suivi régulier de l'ouvrage. Sur chacun des bras de la tranchée drainante périphérique sont implantés des regards, équipés pour pouvoir permettre la prise d'échantillon d'eau à des fins d'analyse. Les chambres de jonction destinées à la mise en communication des différents drains sont visitables et aménagées pour permettre la prise d'échantillon d'eau en provenance de chaque bras à des fins d'analyse. En amont direct du bassin tampon de 7 500 m³, une ou des chambres de jonction doivent permettre de déterminer sans ambiguïté l'arrivée des collecteurs A, B et C. Chaque drain principal doit pouvoir être obturé facilement et efficacement en cas de besoin. Le système de drainage des eaux de décompression des terrains est maintenu pendant au moins 5 ans à compter du début de la période de post-exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux. Cette durée pourra être réduite après remise par l'exploitant d'un dossier technique justifiant de la non nécessité du maintien du système de drainage et de l'absence d'impact significatif résultant du non drainage des eaux de décompression des terrains et l'approbation de Monsieur le Préfet des Vosges. [...]</p>
Constats : <p>La prescription prévoit que le bassin tampon est muni en sortie d'un dispositif d'obturation : L'exploitant a indiqué à l'inspection l'emplacement de ce bassin mais la prescription n'a pu être vérifiée puisque l'accès était impossible à cause de la végétation envahissante.</p> <p>La prescription prévoit que chaque drain principal doit pouvoir être obturé facilement en cas de besoin : L'exploitant a indiqué à l'inspection la présence d'une chambre de jonction qui permet de voir l'arrivée des drains A, B et C. Le système d'obturation d'un des drains ne fonctionne plus et ne permet plus son obturation. L'exploitant indique le savoir depuis août 2023 et aucune consigne n'a été donné à ce jour.</p>
Observations : <p>L'exploitant doit dégager l'accès du bassin tampon pour pouvoir vérifier si la sortie est munie d'un dispositif d'obturation et réparer le dispositif d'obturation d'un des drains qui arrivent dans la chambre de jonction.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : Surveillance des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2014, article 24.01
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des lixiviats
Prescription contrôlée : En cas de traitement sur site, les lixiviats font l'objet d'une analyse semestrielle portant sur les paramètres suivants : <ul style="list-style-type: none">• pH, résistivité, MEST, DBO5, DCO, COT ;• Phosphore total, azote global, azote ammoniacal ;• Métaux : Cd, Cr6+, Hg, Pb, As, Mn, Sn, Fe, Al, Cu, Cr, Ni, Zn et expression en métaux totaux ;• Fluor et composés ;• Chlorures, sulfates, phosphates ;• Phénols ;• CN libres ;• Hydrocarbures totaux ;• Composés organiques halogénés (AOX). Avant tout envoi dans une installation extérieure (avec des seuils d'acceptation), les lixiviats font l'objet d'une analyse portant sur les paramètres ci-dessus. Les volumes de lixiviats traités sur site ou sur toute autre installation externe de traitement sont mesurés.
Constats : Les lixiviats sont collectés et traités sur le site dans une installation appelée unité EVALIX. Une analyse semestrielle est au moins réalisée sur les paramètres définis par l'arrêté du 23 octobre 2014. Les résultats des analyses en date des 08 mars 2022, 25 octobre 2022 et 30 mars 2023 sont conformes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Évacuation des résidus secs de l'installation de traitement des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2014, article 24.02
Thème(s) : Risques chroniques,
Prescription contrôlée : Les résidus secs issus du traitement des lixiviats peuvent être stockés en big-bag ou dans des bennes avant élimination au sein d'une installation réglementée à cet effet au titre du Livre V, Titre Premier, du Code de l'Environnement, dans des conditions permettant d'assurer la protection de l'environnement.
Constats : Les résidus secs issus du traitement des lixiviats sont stockés en big-bag, abrités des eaux pluviales. Les eaux pluviales de ruissellement collectés sur la zone étanchéifiée située à proximité du stockage sont traitées avec les lixiviats du site. Les big-bag sont transportés pour élimination vers le centre de stockage de déchets situé sur la commune de Villoncourt (Vosges).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Surveillance des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2014, article 24.03
Thème(s) : Risques chroniques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Surveillance des eaux de ruissellement intérieures au centre de stockage et des eaux de décompression. Les eaux de ruissellement intérieures, correspondant aux zones exploitées du site 3 et par rehausse du site 2, et les eaux de drainage (bassin tampon et alvéole 19) au site font l'objet d'une analyse semestrielle portant sur les paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• pH, résistivité, MEST, DCO, DBO5, COT, oxygène dissous ;• azote ammoniacal, nitrates ;• chlorures. <p>Valeurs limites de rejet : Avant leur rejet au milieu naturel, les eaux de ruissellement intérieures au centre de stockage des déchets doivent respecter les valeurs limites suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• pH compris entre 6,5 et 8,5 ;• MEST < 35 mg/l ;• DBO5 < 20 mg/l ;• DCO < 60 mg/l ;• COT < 70 mg/l ;• oxygène dissous > 3 mg/l ;• azote ammoniacal < 5 mg/l ;• nitrates < 44 mg/l ;• chlorures < 400 mg/l. <p>Les volumes d'eaux de ruissellement intérieures, correspondant aux zones exploitées du site 3 et par rehausse du site 2, et les eaux de drainage (bassin tampon et alvéole 19) rejetées sont mesurés.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les résultats d'analyses sur les eaux du grand bassin de gestion des eaux (GBES) du 09 février 2022, 26 octobre 2022 et 23 février 2023 sont conformes.</p> <p>Les résultats d'analyses sur les eaux du bassin de gestion des eaux (BES) du 09 février 2022, 26 octobre 2022 et 23 février 2023 sont conformes.</p> <p>Les résultats d'analyses sur les eaux du bassin tampon du 09 février 2022, 27 septembre 2022 et 23 février 2023 sont conformes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Surveillance des eaux superficielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2014, article 24.04
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : Une auto-surveillance de la qualité des eaux du ruisseau du Pré-Perrin en amont et en aval du site est effectuée de façon semestrielle. Les points de mesure sont déterminés en accord avec l'inspection des installations classées. Les analyses portent sur les paramètres suivants : pH, potentiel d'oxydo-réduction, résistivité et COT. Les résultats sont communiqués à l'inspection des installations classées. De même, une fois par an, l'exploitant procède à un examen de la qualité du ruisseau en aval de l'installation, en un point fixé en accord avec le service chargé de la police de l'eau. Les critères retenus pour les analyses sont les suivants : température, O2 dissous, DBO5, DCO, MEST, NO3- et NH4+.
Constats : L'auto-surveillance est en place. Les analyses d'eau du ruisseau du Pré-Perrin ont été effectuées en amont du site et en aval du site de façon semestrielle et annuelle comme prescrit dans l'arrêté préfectoral. L'ensemble des paramètres exigés est recherché et les résultats sont conformes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2014, article 24.05
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : Le réseau des points de contrôle des eaux souterraines est constitué de 5 puits répartis sur les sites n° 1, n° 2 et n° 3. Ils doivent permettre le prélèvement d'échantillons représentatifs du milieu à surveiller et un suivi constant et régulier des paramètres ci-dessous. Ces puits doivent être réalisés conformément aux normes en vigueur ou éventuellement aux bonnes pratiques en la matière. Ils sont protégés contre les risques de détérioration et d'infiltration d'eaux de surface. Ils doivent être pourvus d'un bouchon maintenu fermé et cadénassé. Pour chaque puits du dispositif, il est procédé, tous les 3 ans, à une campagne d'analyse portant sur les paramètres suivants : <ul style="list-style-type: none">• analyses physico-chimiques : pH, potentiel d'oxydo-réduction, résistivité, NO2-, NO3-, NH4+, Cl-, SO42-, PO43-, K+, Na+, Ca2+, Mg2+, Mn2+, Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, DCO, COT, AOX, PCB, HAP ;• analyse biologique : DBO5 ;• analyses bactériologiques : coliformes fécaux, coliformes totaux, streptocoques fécaux, présence de salmonelles ;• ainsi qu'un relevé du niveau d'eau dans les puits. Au minimum 2 fois par an, des analyses portant au moins sur les paramètres suivants sont réalisées : pH, potentiel d'oxydo-réduction, résistivité, COT. En cas d'évolution défavorable et significative d'un paramètre mesuré constatée par l'exploitant et l'inspection des installations classées, les analyses périodiques effectuées conformément au programme de surveillance susvisé sont renouvelées pour ce qui concerne le paramètre en cause et éventuellement complétées par d'autres. Si l'évolution défavorable est confirmée, les mesures précisées au paragraphe suivant du présent arrêté sont mises en œuvre.

Constats :

La dernière campagne d'analyses à réaliser tous les 3 ans sur chacun des 5 puits du dispositif date de février 2021 et est conforme, sur l'ensemble des paramètres exigés.

Les dernières analyses à réaliser au minimum 2 fois par an, sur chaque piézomètre, dates de février et août 2023 et sont conformes, sur l'ensemble des paramètres exigés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Surveillance de la Co-dépollution biogaz/lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2014, article 24.07

Thème(s) : Risques chroniques

Prescription contrôlée :

Les rejets à l'atmosphère de l'unité de traitement des lixiviats doivent demeurer en deçà des valeurs indiquées dans le tableau ci-dessous :

Paramètres	Valeurs limites (mg/Nm3)
Poussières totales	10
CO	150
COV non méthaniques	100
HCl	50
HF	5
SO2	150
NOx	50
Pb + Cr + Cu + Mn + Zn	5
Cd + Hg	0,2

Les résultats des mesures sont rapportés aux conditions normales de température et de pression : 273 °K, 103,3 kPa, teneur en oxygène de 11 % sur gaz sec. L'exploitant fait réaliser une campagne annuelle d'analyses sur les rejets à l'atmosphère du dispositif d'évaporation par un organisme de contrôle agréé par le ministre chargé de l'environnement. Le volume de biogaz valorisé sur l'unité doit être calculé mensuellement.

Constats :

Le rapport de SOCOTEC en date du 25 juillet 2023 fait part des résultats des rejets atmosphériques EVALIX demandés.

L'ensemble des valeurs limites est respectée :

Paramètres	Valeurs limites (mg/Nm3)	Résultats rapport SOCOTEC (mg/Nm3)
Poussières totales	10	0,46
CO	150	47,4
COV non méthaniques	100	1,36
HCl	50	0,79

Paramètres	Valeurs limites (mg/Nm3)	Résultats rapport SOCOTEC (mg/Nm3)
HF	5	1,87
SO2	150	3,37
NOx	50	45,16
Pb + Cr + Cu + Mn + Zn	5	0,028
Cd + Hg	0,2	0

Le volume du biogaz valorisé est calculé mensuellement, il est de 652 100 m³ à fin septembre sur l'année 2023.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Contrôles extérieurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2014, article 24.13

Thème(s) : Risques chroniques

Prescription contrôlée :

Au moins une fois par an, la surveillance des lixiviats, des eaux de ruissellement intérieures au site, des eaux de décompression, des eaux superficielles et des eaux souterraines doit être effectuée par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement.

Constats :

Cette surveillance est réalisée par le laboratoire d'analyses EUROFINS, laboratoire accrédité par le COFRAC (comité français d'accréditation).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Collecte et stockage des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2014, article 16

Thème(s) : Risques chroniques

Prescription contrôlée :

Le fond de forme des casiers d'exploitation a une pente d'environ 1 % pour permettre l'écoulement gravitaire des lixiviats vers les puits de reprise.

Les lixiviats pompés dans les alvéoles sont stockés dans un ou plusieurs bassins représentant un volume total de 1 800 m³. Le rejet de lixiviats, même dilués, vers le milieu naturel et leur épandage sont interdits. 16.01. Nouvelles alvéoles (site n° 3 et rehausse sur site n° 2) Chaque alvéole est aménagée de manière à réaliser un ou plusieurs points bas vers lesquels se dirigeront les eaux de percolation. Pour chaque point bas, un puisard de reprise est mis en place pour faciliter le pompage des lixiviats. [...] 16.02 Anciennes alvéoles (site n° 2 hors rehausse) Chaque alvéole du site est aménagée de manière à réaliser un ou plusieurs points bas vers lesquels se dirigeront les eaux de percolation. Pour chaque point bas, un puisard de reprise est mis en place pour faciliter le pompage des lixiviats. ...

Constats :

Les lixiviats sont collectés dans deux bassins de 900 m³ chacun. Pour le site n° 1, les lixiviats sont collectés dans un puits de relevage (très faible production) et redirigés vers les bassins de 900 m³.

Les volumes des lixiviats collectés dans chaque alvéole aménagée avec un ou plusieurs points bas vers lequel se dirigent les eaux de percolation sont de 3 078 m³ pour la période de janvier à octobre 2023.

Pour chaque point bas, un puisard de reprise est mis en place pour faciliter le pompage des lixiviats. Le fonctionnement des pompes est vérifié toutes les semaines par un agent. En cas de panne, les pompes sont changées immédiatement.

Type de suites proposées : Sans suite